

## Ouverture du dernier acte

Après les longues, difficiles et fructueuses négociations interallées de ces dernières semaines, on assiste à une conclusion accélérée d'accords qui précèdent le voyage de M. Mayer à Washington et tout a été mis en œuvre à Paris, à Londres et à Bonn et plus encore de la part des Etats-Unis pour le succès de cette rencontre franco-américaine. Nul doute qu'on se trouvera, au retour des ministres français, en présence d'un plan général coordonné auquel il ne manquera plus que la sanction du Congrès des Etats-Unis.

### Le changement d'attitude soviétique.

Cette course pour l'entente, habilement menée, pourrait surprendre si l'on ne savait qu'elle est commandée par le changement d'attitude de la diplomatie soviétique dont l'inflexion conciliante n'a pas manqué d'être remarquée. A l'intérieur Moscou prépare son opinion à la coexistence pacifique et les diplomates accrédités en U. R. S. S. sont frappés de la soudaine amabilité de leurs collègues soviétiques. Que signifie ce changement ?

Ce que les Russes craignent au premier chef c'est le réarmement de l'Allemagne de Bonn et la constitution d'une communauté européenne de défense, prélude à la fédération européenne; jusqu'ici ils se sont contentés comme nous l'avons vu, de manœuvres de propagande, d'actions diplomatiques secrètes par personnes interposées. Mais tout récemment ils ont senti que l'échéance était proche et que la ratification des traités serait effective malgré l'opposition violente qu'ils suscitaient. Il fallait ressaisir l'initiative.

### La nature de l'action soviétique.

Qu'une intervention directe de la diplomatie russe soit proche, cela ne fait aucun doute, il y a longtemps que Staline s'y préparait. Il la réservait pour le dernier quart d'heure. Reste à savoir en quoi elle consistera et quelle peut en être la portée et le succès. Si Moscou veut y mettre le prix, il ne lui sera pas difficile de renverser définitivement les plans américains et de remettre en cause le sort de l'Europe. Il suffirait de proposer l'évacuation de la zone orientale, la réunification de l'Allemagne et des élections libres d'où sortirait un gouvernement allemand et une Allemagne réintégrée dans ses droits de puissance libre, mais démilitarisée et neutralisée.

C'est ce qu'a toujours craint le chancelier Adenauer sans cesser d'aileurs de le réclamer parce qu'il est convaincu que la Russie est incapable d'y souscrire. Moscou peut très bien cependant faire des propositions de cette nature; proposer sur ces bases une conférence à

quatre à laquelle les Alliés occidentaux ne pourraient se soustraire et après de longs pourparlers faire échouer la conférence sur une question de détail exactement comme la conférence d'armistice de Pan Mun Jon qui a été bloquée sur la question des prisonniers. La manœuvre serait exécutable si précisément il n'y avait des précédents.

### Conditions préalables à une conférence à quatre.

Aussi avant que ne se réunisse la conférence, les Américains et leurs partenaires demanderont aux Russes non l'affirmation de principes vagues, mais un protocole précis qui ne laissera au hasard des conversations ultérieures que des points négligeables.

Les Russes peuvent difficilement éviter cette fois-ci d'être mis au pied du mur. Est-il réellement possible qu'ils acceptent d'abandonner le glacis de l'Allemagne orientale, d'évacuer Berlin et de mettre ainsi à nu le désordre et la ruine qu'ils ont semés dans ces territoires? Peuvent-ils renoncer à cette politique constante de non accord et de maintien intransigeant de toutes les positions acquises? Peuvent-ils consentir à un recul manifeste de l'influence communiste en Occident? Nous ne le pensons pas.

Le moindre recul même s'il était assorti de contre-parties avantageuses pour eux serait trop dangereux; l'espoir qu'il susciterait ne serait pas celui de la paix, mais d'une proche libération chez les satellites. Il est donc plus probable ou bien qu'ils se contenteront de manœuvres dilatoires ou qu'ils mettront en œuvre une stratégie diplomatique si compliquée qu'ils réussiront malgré la résistance de leurs adversaires à gagner du temps et à ressusciter parmi les Alliés des divergences en train de s'aplanir. La partie qui s'engage ne manquera pas d'intérêt ni d'émotions.

### Les accords de dernière heure.

Mais revenons aux faits de ces derniers jours; il y a eu d'abord la réunion à Paris de la conférence européenne de coopération économique où MM. Eden et Butler ont annoncé qu'ils adouciront les restrictions anglaises aux importations en faveur des pays européens et tout spécialement de la France et de l'Italie. Geste opportun qui a été demandé à Washington comme condition à toute aide américaine en faveur de la France. La solidarité économique des pays de l'Union européenne ne sera pas brisée.

Résultat heureux et important: l'Union européenne de paiement obtient un sursis d'une année, alors

qu'elle semblait du fait de l'Angleterre condamnée à disparaître. Il est probable en outre qu'aux engagements moraux que promettent sous condition de la ratification du Congrès, Eisenhower et Dulles, correspondront des engagements analogues des Anglais en faveur de la communauté européenne de défense. Parallèlement le gouvernement de Bonn a lui aussi réduit ses restrictions à l'importation.

A Paris, la commission d'experts désignés pour mettre au point la rédaction des protocoles additionnels réclamés par la France, le jour même du départ des ministres français, abouti à un accord que les Allemands, jusqu'ici hostiles, ont eux-mêmes signés.

Les négociations franco-sarres qui traînent depuis des semaines, ont abouti à un protocole qui laisse le champ libre à une définition du statut de la Sarre. Il est probable que lorsque le chancelier Adenauer qui a fait ratifier en troisième et dernière lecture, les fameux traités de Bonn et de Paris, se rendra à Washington, le terrain sera préparé pour une solution du problème franco-allemand sur la Sarre. Le compromis qui en résultera, sans satisfaire les deux parties, ni mettre un sceau définitif au litige, suffira sans doute à apaiser les esprits de part et d'autre.

Pour couronner l'œuvre, M. Cabot Lodge premier personnage de la diplomatie américaine après Dulles, a fait pour l'opinion française une déclaration très amicale où le rôle futur de la France, comme puissance mondiale et puissance directrice en Europe est clairement affirmée. Rien n'a été négligé de toutes parts et même du côté belge par l'activité à Washington de M. Van Zeeland pour donner au dernier acte de la ratification des traités européens le plus de chances de succès. L'opposition française n'aura pas été inutile et aura donné aux négociateurs français le moyen d'obtenir le maximum de concessions de la part de leurs Alliés. Mais reste à savoir si elle se laissera désarmer et si l'impasse à laquelle on avait abouti ces derniers temps est vraiment tournée. Tout dépend, encore une fois, de Moscou.